

32498
C.4

**L'EVOLUTION DE LA STRATEGIE DE MONROVIA ET
DU PLAN D'ACTION DE LAGOS :**

**UNE CONCEPTION REGIONALE DE LA
DECOLONISATION ECONOMIQUE**

par

Adebayo Adedeji

Secrétaire général adjoint des Nations Unies

et

**Secrétaire exécutif de la Commission économique
pour l'Afrique**

Texte révisé de la Conférence donnée au Trenchard Hall de l'Université d'Ibadan le 24 mars 1983 dans le cadre d'une série de conférences organisées par l'Institut nigérian de recherche sociale et économique (NISER).



NATIONS UNIES

I. INTRODUCTION

En mars 1979, à l'ouverture officielle d'un séminaire sur les *Différents modèles de développement et modes de vie possibles pour la région africaine*, organisé conjointement par la Commission économique pour l'Afrique et le Programme des Nations Unies pour l'environnement, j'ai dit entre autres que :

«... pendant trop longtemps, on a donné l'impression que les stratégies de développement et les modes de vie africains sont une imitation - une mauvaise imitation - des stratégies et des modes de vie conçus ailleurs pour d'autres sociétés ayant un cadre historique, culturel, économique et politique différent...

«... la situation dans laquelle se trouvent presque toutes les économies africaines aujourd'hui nous oblige à chercher d'autres modes de développement et de vie avant qu'il ne soit trop tard. Presque deux décennies après l'indépendance politique, la région africaine dépend économiquement du monde extérieur beaucoup plus que jamais auparavant pour ce qui est non seulement du personnel spécialisé, du savoir-faire, des matières premières, des biens d'équipement, des services, des biens de consommation, mais même des produits alimentaires. Mais il y a plus grave encore : nous dépendons davantage du monde extérieur dans le domaine des idées devant servir à définir concrètement notre développement socio-économique et les moyens de le réaliser.

«En effet, au fil des années, en Afrique, nous sommes devenus de simples imitateurs. Même si nous prétendons être nous-mêmes, même si nous prétendons nous instruire, même si nous prétendons nous préparer et préparer nos pays à assumer un développement endogène et un mode de vie authentiquement africain, en fait, tout ce que nous avons réussi à faire, c'est singer d'autres sociétés et leurs modes de vie. Dans ce processus, nous utilisons des expressions, des jargons et des termes empruntés qui sont étrangers aux autres membres de

notre société, et c'est ainsi que nous occultons les problèmes et embrouillons les autres» 1/.

A la lumière de cette déclaration peu tendre - c'est là le genre de déclarations que j'ai toujours faites depuis mon accession à la tête de la CEA - on comprendra pourquoi la Commission cherche à mettre au point, et ce depuis 1975, non pas une simple stratégie de développement de rechange pour l'Afrique, mais - et c'est plus important - une stratégie de développement qui soit authentiquement, intrinsèquement africaine, plutôt qu'une stratégie qui pousse à caricaturer le mode de vie de l'un ou de l'autre des systèmes socio-politiques ou des sociétés existantes. En effet, une telle recherche est devenue une nécessité impérieuse, compte tenu du fait que les espoirs qu'a suscités l'indépendance politique des années 60 ont cédé la place à la désillusion causée par des rêves économiques avortés. Cet état de choses a conduit lentement mais sûrement à une révolte sociale d'envergure qui risque d'avoir des effets politiques destabilisateurs sans précédents dans toute l'Afrique; à moins qu'il n'y ait une inversion des tendances économiques et un redressement.

Toute réthorique mise à part, aujourd'hui, l'économie africaine, peut-être plus que jamais auparavant, est dans un borbier et en marge de la périphérie de l'économie mondiale. De par leur structure interne, nos économies sont toujours fondamentalement sous-développées et se caractérisent par une dichotomie très nette entre le secteur traditionnel et le secteur moderne; elles sont non seulement très ouvertes et exposées aux vicissitudes de l'économie mondiale, mais plus de deux décennies après l'indépendance, elles demeurent excessivement tributaires de facteurs extérieurs tels que le commerce extérieur, la technologie étrangère, l'expertise étrangère et même les idées étrangères. Le système économique colonial dont nous avons hérité au moment de l'indépendance et que nous aurions dû tout faire pour démanteler immédiatement après, s'est enraciné si solidement que tout ce que nous entreprenons au nom de la restructuration économique et du progrès ne réussit qu'à l'égratigner à peine.

1/ Commission économique pour l'Afrique, *Séminaire sur les différents modèles de développement et modes de vie possibles pour la région africaine*, Addis-Abeba, 6-9 mars 1979. Discours d'ouverture du Secrétaire exécutif.

Faut-il donc s'étonner que l'Afrique traverse en ce moment une crise de développement de grande envergure ? En toute sincérité, nous ne pouvons que reconnaître que nous avons échoué lamentablement dans nos efforts pour réaliser des taux de croissance élevés et la diversification, ainsi qu'une autosuffisance et une endogénéité croissantes, et ce, parce que nous n'avons pas pu réaliser la décolonisation économique. Aussi longtemps que nous continuerons à oeuvrer dans le cadre de notre héritage économique (colonial) et dans le contexte du système économique international actuel, nous continuerons à faire « partie de la caste inférieure dans la hiérarchie (économique) internationale et notre place au bas de cette hiérarchie continuera à menacer de se figer » 2/. Autrement dit, aussi longtemps que nous ne ferons qu'égratigner le système économique colonial, nous continuerons à échouer dans nos efforts pour mettre au point un système économique fiable. Car comme Immanuel Wallerstein l'a si justement relevé dans son ouvrage intitulé : « Les trois étapes de la participation africaine à l'économie mondiale » 3/, *le développement dépendant ne mène nulle part rapidement*. En effet, l'Afrique qui évolue vers l'avenir en s'appuyant sur le présent n'a aucun avenir digne du tout.

Permettez-moi de dire d'emblée que je rejette catégoriquement le point de vue de Cassandre comme V.S. Naipul quand il affirme que : « l'Afrique n'a pas d'avenir », ou que tôt ou tard, le continent va se désintégrer. En effet, si je souscrivais à cette prophétie de malheur en ce qui concerne l'avenir de l'Afrique, je ne resterais pas à mon poste actuel. Point n'est besoin de préciser que l'organisation que je dirige, à savoir la Commission économique pour l'Afrique n'est pas non plus d'accord avec cette prévision sombre et plutôt défaitiste. Mais compte tenu du fait que presque tous les futurologues prédisent un avenir sombre pour l'Afrique, il faut que tous, et en particulier les dirigeants et les gouvernements, nous prenions urgemment toutes les mesures qui s'imposent pour assurer que les Cassandre en soient pour leurs frais.

2/ Ali Mazrui, *les relations internationales de l'Afrique : La diplomatie de la dépendance et du changement* (Boulder, Colo. : Westview, 1977), p. 17-18.

3/ Peter C. Gutkind et Immanuel Wallerstein (eds), *L'économie politique de l'Afrique contemporaine*, (Beverly Hills, Calif. : Sage 1976), p. 30-57.

Il ne suffit pas de répéter partout que l'Afrique a d'énormes potentialités pour son développement. Nous devons le prouver en transformant ces potentialités en biens concrets pour le bien être de nos populations. Et nous ne pouvons faire cela qu'en secoutant le joug économique qui limite le nombre des ressources nationales que nous pouvons utiliser; qui nous enferme dans un carcan et nous oblige à produire ce que nous ne consommons pas et à consommer ce que nous ne produisons pas; et qui fait que nous exportons à des prix bas et décroissants des matières premières afin de pouvoir importer des produits finis et semi-finis à des prix élevés et croissants. Ce qu'il y a, c'est qu'aucun programme de libération économique, aucun projet de décolonisation économique ne peut aboutir s'il ne frappe pas au coeur du système d'asservissement et d'exploitation qui constitue l'épine dorsale de la politique économique coloniale dont nous avons hérité au moment de l'indépendance et que nous avons perpétué depuis lors.

Depuis 1975, la CEA s'est attelée à la tâche herculéenne de démanteler la stratégie économique coloniale et néo-coloniale et d'instaurer le processus de décolonisation économique. C'est la série de mesures prises par la Commission depuis 1975 qui a conduit à l'adoption de la Stratégie de Monrovia en juillet 1979 et du Plan d'action de Lagos en 1980 pour sa mise en oeuvre. Ce sont ces deux documents de base qui nous éclairent dans notre lutte économique et sociale pour le reste de ce siècle et au-delà. Quoique des progrès considérables aient ainsi été accomplis dans la définition du genre de développement dont l'Afrique a besoin et dans la réalisation de ce développement, force nous est d'admettre que nous avons encore beaucoup à faire pour faire accepter par tous les décideurs dans tous les pays, cette nouvelle conception de la décolonisation économique.

II. LES PRECURSEURS DE LA STRATEGIE DE MONROVIA ET DU PLAN D'ACTION DE LAGOS

Bien entendu, il serait erroné de donner l'impression que la lutte pour la formulation d'une stratégie et d'une politique économique de rechange qui, exécutées comme il convient, conduiraient à la décolonisation économique de l'Afrique, a commencé seulement en 1975. La CEA, en sa qualité de première organisation panafricaine a dès sa création le 29 avril 1958 considéré

cette tâche comme étant un des principaux défis qu'elle devait relever. Et l'OUA, qui fut créée cinq ans plus tard, en tant qu'organisation politique panafricaine, a prêté tout son poids politique à la CEA dans cette entreprise. La Stratégie de Monrovia et le Plan d'action de Lagos ne sont donc pas la première stratégie économique à l'échelle de toute l'Afrique.

De ce point de vue, la place d'honneur doit être réservée à la *Stratégie de l'Afrique de la CEA pour le développement dans les années 70* adoptée par sa Conférence des ministres à sa première réunion en février 1971 et à la *Déclaration africaine de l'OUA sur la coopération, le développement et l'indépendance économique* adoptée par les chefs d'Etat et de gouvernement lors du 10ème anniversaire de l'Organisation en mai 1973. On doit également ajouter à cela les stratégies globales adoptées dans le cadre de la première et de la seconde Décennie des Nations Unies pour le développement dans les années 60 et 70 respectivement.

Mais malgré - ou peut-être à cause - de tout cela, la CEA a estimé qu'il était nécessaire d'entreprendre en 1975 un certain nombre d'activités qui ont conduit à l'adoption de la Stratégie de Monrovia en 1979, puis du Plan d'action de Lagos en 1980. Pourquoi ?

Il y a plusieurs raisons à cela, mais permettez-moi de m'attarder sur quelques-unes des plus importantes. D'abord et avant tout ces premières déclarations s'appuyaient essentiellement sur des théories héritées sur le développement et la croissance économique. La mesure et l'orientation de tout changement socio-économique interne continuaient à être liées aux marchés d'exportation ainsi qu'à l'importation du savoir-faire, des techniques, des biens d'équipement, des services et des biens de consommation. Les discussions dans les milieux académiques et parmi les planificateurs portaient essentiellement sur les déficits commerciaux, les déficits de l'épargne, le manque d'investissements et les déséquilibres de la balance des paiements. On s'occupait très peu de la disponibilité des ressources naturelles, des compétences locales, du personnel qualifié, de la technologie, du marché intérieur et de l'incidence des limitations de la division internationale du travail dont nous avons hérité sur le processus du développement africain. Cela va sans dire que l'attachement à ces théories héritées de développement n'ont fait que renforcer le caractère colonial de notre développement.

Malheureusement au fil des ans, les exportations des pays africains ont souffert d'une instabilité due : i) au manque relativement prononcé de souplesse de la demande en produits agricoles d'exportation; ii) à la tentative faite par beaucoup de pays en développement pour accroître la production en vue de contrebalancer la chute des cours; iii) au fait que les possibilités d'ajustement de la production pour suivre la demande ne sont pas les mêmes selon qu'il s'agit des cultures arbustives ou des cultures annuelles; iv) au fait que pour beaucoup de produits tels que les besoins, l'importance de la consommation est déterminée par les habitudes; v) au changement des modes de consommation dans les pays développés en faveur des biens de consommation durables; et vi) à l'émergence de produits synthétiques de substitution. Tous ces facteurs se sont combinés pour faire du secteur d'exportation du commerce africain qui était censé servir de locomotive à la croissance, comme le soutiennent les théories classiques, un instrument très peu fiable dans l'instauration de changements socio-économiques. Et puis, les premières stratégies n'ont pas osé préconiser une rupture complète de cette dépendance excessive vis-à-vis du monde extérieur.

Elles ont plutôt préconisé une politique de diversification dans la production des produits d'exportation, et d'accords multinationaux sur les produits et pour la stabilisation des cours. Le résultat de cette politique de diversification c'est qu'au bout de quelques années, il y a eu un plus grand nombre de produits agricoles d'exportation en excédent sur le marché mondial, et les accords multinationaux sur les produits en vue de la stabilisation des cours se sont heurtés à un certain nombre de problèmes. Premièrement cela coûtait cher, deuxièmement beaucoup des produits concernés étaient susceptibles de se détériorer du point de vue de la qualité, troisièmement beaucoup de pays en développement, poussés par le besoin, ont violé les accords sur les cours en vendant plus bas que les prix plancher; enfin, les pays développés qui ont toujours adopté une attitude mi-chèvre mi-choux au sujet de la stabilisation des cours ont tout mis en oeuvre pour rendre impossible la mise en oeuvre des accords.

Mais il y a plus grave encore : à cause de notre stratégie orientée vers l'exportation, l'Afrique a pendant des décennies dépensé son capital qu'elle a pris pour son revenu et ce en exportant des produits miniers, des hydrocarbures, du bois d'oeuvre et

autres sans rechercher d'autres alternatives en vue de renforcer et de diversifier la croissance. Est-il surprenant donc que nous ayons déclenché le processus de la désertification et provoqué des sécheresses qui sont en train de devenir une partie intégrante de notre écosystème ? Bien sûr c'est là un problème conceptuel que l'on n'a pas perçu comme tel pendant de longues années.

Ces premières stratégies ont également donné beaucoup d'importance à une politique d'industrialisation qui prônait la substitution des importations. Mais comme l'expérience l'a pleinement démontré maintenant, cette politique qui était parallèle à la stratégie fondée sur les exportations, nous a conduit à la même impasse. La politique de substitution des importations se basait sur la consommation de biens dont la production nécessitait invariablement l'importation de biens d'équipement, de techniques, de savoir-faire et de biens intermédiaires qui se prêtaient très bien à la fixation de prix de transfert; même quant ceux-ci étaient disponibles ou pouvaient être fabriqués localement. Le caractère hétérogène de ces industries, la nécessité de les soutenir sans arrêt par des subventions sous une forme ou sous une autre, la dépendance considérable de beaucoup d'entre elles vis-à-vis d'intrants importés et leur échec global à tempérer le chômage ou à imprimer une poussée dynamique à l'économie ont rendu inévitable la recherche urgente d'une nouvelle stratégie.

C'est cet échec des premières stratégies de développement qui a poussé les uns et les autres à réclamer au début des années 70 l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Cependant, cette revendication se basait généralement sur la conception qu'une réorganisation de l'économie internationale de manière à la débarrasser des goulots d'étranglement du commerce international faciliterait l'accélération et la diversification de la croissance économique dans le monde, et ce, de façon équitable et juste.

Du point de vue du tiers monde, les principaux problèmes dans cet effort de restructuration du système économique international sont : i) la stabilisation des cours des produits de base; ii) la discrétion dans les négociations sur les dettes du tiers monde; iii) la restructuration du commerce international et l'abandon des politiques protectionnistes par les pays industrialisés; iv) les transferts massifs de ressources du Nord industrialisé

vers le Sud sous-développé; v) la facilité d'accès à la technologie occidentale; vi) l'utilisation des capacités de production industrielle du monde au profit des pays du tiers monde; et vii) la réforme du système monétaire et financier international i.e. la Banque mondiale et le FMI. Il convient de noter que presque tous les sujets de négociation suscités demandent aux pays riches de céder quelque chose, ce qui aurait compromis leur situation avantageuse actuelle et leur aurait fait perdre leur suprématie économique, politique et culturelle.

En s'attachant à cette approche, les pays du tiers monde ont, par leur attitude et leurs déclarations, donné la nette impression qu'ils croient que l'instauration d'un nouvel ordre sera un geste noble de générosité de la part des pays riches, et que les pays du Sud doivent faire la queue en tant que quémandeurs pour «solliciter» son instauration. Ils n'ont pas réalisé que l'établissement de tout ordre mondial valable, qu'il soit économique, social, politique ou culturel, dépend de la force des ordres qui prévalent dans chaque pays. Ils ont également donné l'impression qu'ils ne se rendent pas compte que la restructuration du rapport des forces, que cela soit au sein d'un pays ou entre pays, est un processus, pas un événement. Son rythme peut être accéléré par la bonne volonté des pays riches et son avènement peut devenir moins aléatoire, mais son détonateur réel réside dans la force des pauvres, pas dans la sollicitude des riches. En fait, à moins que les pauvres ne se préparent bien et ne s'organisent comme il faut, tout ce qu'on leur donnera sur un plateau d'argent continuera à être hypothéqué par les intérêts des riches 4/.

C'est la prise de conscience de la vérité fondamentale de ce que je viens de dire qui a poussé la CEA à proposer dès 1975 que l'Afrique s'attèle d'abord et avant tout à balayer devant sa porte en instaurant un nouvel ordre social et économique national dans chaque pays et un nouvel ordre régional dans toute l'Afrique. Sans cela, l'Afrique ne pourra participer, sur le même pied d'égalité que les autres continents, à l'instauration d'aucun nouvel

4/ Adebayo Adedeji, *l'Afrique et le nouvel ordre économique international : une réévaluation* (Banque nationale d'Egypte, Le Caire 1979); p. 24.

ordre économique international. En effet, nous sommes fermement convaincus qu'à moins que nous n'instaurions le plus rapidement possible un nouvel ordre social et économique en Afrique, ce continent continuera à jouer un rôle marginal et accessoire dans l'économie mondiale restructurée. C'est pourquoi en 1976, nous avons élaboré un document de base intitulé : *Plan directeur révisé pour l'instauration du nouvel ordre économique international en Afrique, 1976-1981-1986* 5/. Etant donné que ce document constitue le fondement de la Stratégie de Monrovia et du Plan d'action de Lagos, je vais en parler en détails.

III. LE PLAN DIRECTEUR REVISE DE LA CEA POUR L'INSTAURATION DU NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE INTERNATIONAL

L'importance du *Plan directeur révisé* de la CEA réside dans le fait qu'il a servi de principal point de départ intellectuel et théorique pour l'élaboration de la Stratégie de Monrovia, du Plan d'action de Lagos et de l'Acte final de Lagos. Son intérêt tient au fait qu'il a remis en cause la sagesse conventionnelle dans le domaine de l'économie du développement dans le cadre des réalités africaines et surtout de la Stratégie de développement de l'Afrique. Son intérêt tient aussi au fait qu'il a démontré l'inadéquation de cette stratégie si on veut réaliser la transformation économique du continent. Le mérite de ce document est qu'il a réussi à définir de façon claire et précise le sens et la portée du terme autosuffisance pour l'Afrique. Enfin, le *Plan directeur révisé* a déterminé les instruments et les moyens à utiliser pour instaurer le changement fondamental de stratégie qu'il préconise.

Après avoir souligné la prépondérance des intérêts des anciennes métropoles comme étant une des principales raisons du retard économique que continue d'accuser l'Afrique, le *Plan directeur révisé* tire deux conclusions de l'expérience qu'a vécue l'Afrique dans le domaine du développement socio-économique

5/ Document no. E/CN.14/ECO/90/Rev.3 de la CEA.

depuis la dépendance. La première, était qu'il n'y avait pas beaucoup de connaissances et d'expériences sur la façon dont les économies croissent et dont les mutations socio-économiques peuvent être organisées. La deuxième était que, même après l'indépendance, la prise de décisions en Afrique a pris la forme, dans la plupart des cas, «d'une série de réponses à des diagnostics de maux sociaux et économiques ayant leur source hors de la région. Les diagnostics comme les remèdes prescrits étaient grandement influencés non seulement par une foi ferme à l'efficacité du commerce international et aux relations économiques comme étant la locomotive de la croissance économique souhaitée et du changement social mais également par un attachement à une interprétation particulière de la genèse du commerce international» 6/.

En fin de compte l'hypothèse qui veut que le commerce internationale soit l'âme de la croissance a été remise en cause, tout comme la conception conventionnelle qui considérait la croissance économique comme un processus semi-mystique dont les résultats se mesurent par les augmentations ou les diminutions du PIB ou du PNB et qui se compose essentiellement de ressources reçues sous forme de devises étrangères. Dans une telle approche conventionnelle, le rôle de l'apport local n'est pratiquement pas pris en considération ou, si jamais il l'est, il ne joue pas un rôle déterminant dans le processus du développement. En l'absence de programmes nationaux ou multinationaux de mise en valeur des intrants locaux, nous avons dû compter essentiellement sur les devises étrangères comme moyen d'obtenir ces intrants. D'où l'importance cruciale de nos exportations basées sur un seul produit et l'importance des investissements privés étrangers et notre propension à «mendier» des dons et des prêts étrangers en vue de compléter l'apport de ces deux sources.

Bien sûr, notre plus grande faiblesse en tant que peuple n'est pas seulement la perpétuation de politiques et de stratégies économiques coloniales, ni l'absence de politiques, de stratégies, de programmes et d'accords institutionnels cohérents et constructifs pour accélérer la croissance économique et les changements

6/ Plan directeur révisé p. 6-7.

structurels, ni seulement la dépendance excessive de nos économies vis-à-vis du monde extérieur. C'est d'abord et avant tout le fait que nos responsables politiques, sociaux et communautaires et les responsables de nos industries ne savent pas ce qu'ils veulent que nos pays deviennent individuellement et collectivement d'ici, disons, vingt à vingt-cinq ans. C'est cette image, cette projection de soi qui est le fondement de toute décision et de toute stratégie dans tous les pays développés et semi-développés. Sans cette image, aucune voie fiable vers l'avenir ne peut être tracée soit par des individus, des communautés, des pays ou par des groupes de pays. Et il devient facile de se tromper ou d'être trompé.

C'est pourquoi, afin d'éviter de se tromper ou d'être trompé, nous avons essayé dans le *Plan directeur révisé* de dépendre l'Afrique telle que nous voudrions qu'elle soit dans les années à venir et la stratégie de développement qu'il convient d'adopter pour atteindre ce but. Nous avons défini trois objectifs sociaux et économiques fondamentaux qui sont :

- i) L'instauration calculée d'une autosuffisance croissante;
- ii) L'accélération de processus internes et autonomes de croissance et de diversification; et
- iii) L'élimination graduelle du chômage et de la pauvreté de masse ainsi qu'une répartition juste et équitable du revenu et des bienfaits du développement économique entre les membres de la société.

A la CEA, nous partons du principe qu'un développement et une croissance économique endogènes et auto-entretenus constituent la clé de voûte de l'indépendance politique puisqu'ils sont susceptibles de mener à la décolonisation économique de l'Afrique. Nous définissons l'autosuffisance comme étant :

- l'internalisation des forces de la demande qui déterminent la direction du développement, le processus de la croissance économique et les modes de production;
- la substitution graduelle des facteurs de production provenant de l'extérieur du système par ceux provenant de l'intérieur; et

- la participation croissante des masses à la production et à la consommation des biens.

Par autosuffisance croissante, nous entendons la mise en place de modes et de processus de développement et de croissance économique dans lesquels les diverses composantes se soutiennent et se renforcent mutuellement de telle sorte que quand on l'applique à l'internalisation des forces qui déterminent l'offre et la demande, tout le système secrète sa propre dynamique interne.

Une stratégie de développement reposant sur des principes tels que l'autosuffisance, l'endogénéité, la démocratisation du processus de développement et la répartition juste et équitable des fruits du développement nécessite une rupture totale avec le passé. Elle est introvertie plutôt que extrovertie. Elle ne considère pas les recettes de devises étrangères comme une vache sacrée et n'attache donc pas beaucoup d'importance au commerce extérieur, surtout pas au genre de commerce extérieur auquel nous sommes habitués en Afrique, comme base pour réaliser le développement. Dans le cadre des efforts visant à réaliser le développement, elle privilégie le marché intérieur, y compris les marchés sous-régionaux et régionaux par rapport au marché étranger. Et quant elle parle d'intrants locaux, elle entend les hommes de science et les techniciens africains, les entrepreneurs africains, les analystes autochtones du marché, les distributeurs, la technologie locale. Dans la nouvelle stratégie de développement, le commerce extérieur est surtout considéré comme un appoint et non comme l'élément essentiel de nos efforts de développement.

On notera également que dès 1976, année où fut publié le *Plan directeur révisé*, la CEA s'efforçait de mettre au point une stratégie de développement qui ne soit pas compromise par les limitations des idéologies étrangères que nous en Afrique avons l'habitude d'imiter. En d'autres termes, nous nous étions lancés dans la mise au point d'une stratégie et d'une approche au développement qui soient intrinsèquement africaines et qui ne soient pas des répliques. Car, un examen attentif des divers modèles de développement et des divers modes de vie dans les pays socialistes et dans les pays à économie de marché révèle clairement et indubitablement que hormis les problèmes de justice et d'équité, les problèmes de satisfaction des besoins matériels et non matériels

d'une société et d'un peuple, il n'existe pas de modèles de développement socio-économique qui puisse s'appliquer concrètement partout. Chaque société doit mettre au point son propre mode de développement et de vie qui, tout en empruntant des éléments à d'autres sociétés, ne doit ni être une imitation ni aliéner ses membres de leur patrimoine culturel. Je me permets de dire qu'aucun des modèles qui nous ont été infligés pendant si longtemps par des étrangers et par beaucoup de nos intellectuels formés à l'étranger ne peut nous permettre de réaliser le type de développement dont l'Afrique a besoin, que l'Afrique mérite.

C'est pour cela que dans le discours que j'ai prononcé trois ans plus tard, en janvier 1979 au Colloque OUA/CEA à Monrovia j'ai défini plus clairement et plus succinctement en ces termes le genre de développement dont l'Afrique a besoin :

«Ma réponse à la question : de quel genre de développement l'Afrique a besoin ? est que nous devons déclencher un processus de développement qui mette l'homme au coeur même de l'effort de développement; un processus de développement qui soit à la fois humain et humanisant sans toutefois assouplir la discipline qui va avec le développement, mais qui permette à la personnalité de l'homme de s'épanouir; un processus de développement qui n'aliène pas l'homme de sa société et de sa culture mais développe plutôt sa confiance en lui-même et concilie ses intérêts avec ceux de sa société et partant développe son aptitude et sa volonté à s'autosuffire» 7/.

Autrement dit, en définissant un mode de développement et de vie authentiquement africain, nous avons essayé depuis le *Plan directeur révisé*, de veiller à ce qu'il se situe dans le cadre des six piliers conceptuels et stratégiques fondamentaux suivants : auto-suffisance nationale et développement endogène, démocratisation

7/ Adebayo Adedeji «Développement et croissance économique en Afrique jusqu'à l'an 2000 : Projections et politiques possibles» dans *Avenirs possibles pour l'Afrique*, par Timothy M. Shaw (ed.) (West view Press 1982); p. 209.

du processus de développement, désalienation, création d'un environnement politique et social propice, reconquête par les peuples d'Afrique de la confiance en eux-mêmes, et désir de réaliser une autosuffisance collective et régionale croissante par le biais d'une coopération effective et valable entre pays africains.

Il est clair que si nous voulons que la stratégie de développement que nous préconisons ait un sens, il faudra que les gouvernements jouent un rôle primordial. Ils doivent intervenir comme planificateurs, comme gestionnaires pour gérer les entreprises d'Etat; comme agents du développement, comme promoteurs des innovations sociales et techniques et comme répartiteurs des ressources nationales par le biais de politiques fiscales et monétaires, par des encouragements et par des mesures dissuasives. Mais comme nous le disions dans la conclusion du *Plan directeur révisé*, ces rôles requièrent de nos gouvernements «une connaissance objective de soi avant la réorganisation des philosophies, des structures et des procédures» 8/. Je vais revenir plus loin sur ce point, compte tenu des arguments que l'on avance en ce moment à propos de la nécessité de privatiser notre économie et ce à cause des échecs des gouvernements à jouer efficacement et effectivement ces rôles.

8/ Plan directeur révisé, *ibid* p. 54.

IV. LA STRATEGIE DE MONROVIA ET LE PLAN D'ACTION DE LAGOS

Non seulement le *Plan directeur révisé* a été approuvé par le Comité exécutif de la CEA en 1976, mais il a été adopté par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA en juin 1977. Quoique mes collègues et moi-même au secrétariat de la CEA ayons considéré ce développement comme marquant le début d'une percée, nous reconnaissons que beaucoup restait à faire. C'est pour cela qu'entre 1976 et 1979, les idées contenues dans le *Plan directeur révisé* étaient développées et améliorées grâce à une série de réunions de réflexion au sein du secrétariat de la CEA et à une série de réunions spécialisées du genre du Colloque conjoint OUA/CEA sur les *Perspectives de développement et de croissance économique en Afrique jusqu'en l'an 2000* tenu à Monrovia en février 1979 et du Séminaire conjoint CEA/PNUE sur les *Différents modèles de développement et modes de vie possibles pour la région africaine*, tenu à Addis-Abeba en mars 1979 et dont j'ai parlé au début de cette conférence.

La recherche continue et acharnée par la CEA d'une approche typiquement africaine au développement a été grandement stimulée par la nécessité d'élaborer une stratégie internationale de développement dans le cadre de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement (SID). N'ayant pas participé effectivement à l'élaboration des stratégies des décennies antérieures, nous étions décidés non seulement à faire entendre notre voix mais à jouer un rôle décisif dans la définition du contenu et de la portée de la SID.

C'est pour cela que la Conférence des ministres du développement et du plan de la CEA et la quatorzième session de la Commission tenue à Rabat au Maroc en mars 1979 ont arrêté la *Stratégie de développement de l'Afrique dans le cadre de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement*. En outre, les ministres décidèrent que la *Stratégie* devait être soumise à nos chefs d'Etat et de gouvernement lors de la réunion de Monrovia qui devait se tenir environ quatre mois plus tard en février 1979

ainsi qu'aux Nations Unies. Ils décidèrent également d'élaborer à leur intention un projet de *Déclaration d'engagement des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine sur les lignes directrices à respecter et les mesures à prendre pour réaliser l'autosuffisance nationale et collective dans le domaine du développement social et économique en vue de l'instauration d'un nouvel ordre économique international* [résolution 332 (XIV) de la CEA] Après leur adoption par les chefs d'Etat à leur réunion de Monrovia, la *Stratégie* et la *Déclaration d'engagement* ont été baptisés *Stratégie de Monrovia* et *Déclaration d'engagement de Monrovia*. C'est également à cette réunion de Monrovia que les chefs d'Etat ont décidé de tenir un Sommet économique à Lagos en avril 1980.

Puis, la Conférence des ministres de la CEA réunie à Addis-Abeba au début d'avril 1980 a mis au point pour examen et adoption par les chefs d'Etat et de gouvernement, le *Plan d'action en vue de la mise en oeuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique* 9/. Après son adoption par le Sommet économique de Lagos il fut baptisé *Plan d'action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique, 1980-2000*.

La *Stratégie* et le *Plan* ont étoffé l'analyse et l'argumentation du *Plan directeur révisé* en soulignant :

- i) l'importance des marchés nationaux, sous-régionaux et régionaux pour l'apport d'intrants (matières premières, machines, technologie, savoir-faire dans le domaine des techniques, étude de projets, analyse et exécution, gestion, commercialisation, services consultatifs d'appui et autres, services bancaires, assurances, transports et communications etc.) et pour la demande des biens de consommation fabriqués et des services;
- ii) l'impérieuse nécessité de connaître les ressources naturelles disponibles, en vue non seulement de déterminer le rythme d'exploitation mais également de planifier la

9/ Document no. E/CN.14/781/Add.1.

formation du personnel autochtone nécessaire pour la prospection, l'évaluation et l'exploitation de ces ressources ainsi que pour organiser et gérer la production et la distribution;

- iii) la planification à objectifs multiples (du point de vue de l'offre comme de la demande) et avec des buts concrets, par opposition aux systèmes de planification basés sur un seul objectif principal (ex. la croissance économique);
- iv) les rapports intra et inter-sectoriels, les considérations intra et inter-groupements ainsi que les questions de répartition géographique qu'une telle approche à la planification suscite. Ainsi donc, le secteur industriel est conçu pour rendre possible la fourniture de la masse d'intrants requis pour la production agricole, sa transformation, sa conservation et son transport (les produits chimiques à usage agricole, le matériel y compris les instruments et les outils etc.) ainsi que pour la fourniture des matériaux de construction, des produits métallurgiques et chimiques, des moyens de transport et de communications; pour l'industrie minière; l'énergie et d'autres secteurs qui utilisent des biens d'équipement. Le programme sur l'alimentation et l'agriculture (qui comprend les produits forestiers et les fibres) prévoit non seulement des intrants pour les industries de transformation mais aussi des marchés pour les produits industriels du genre que nous venons de citer. L'importance des rapports intra et inter-sectoriels est également soulignée pour d'autres secteurs tels que les transports et les communications, l'énergie, la science et la technologie, ainsi que la mise en valeur des ressources humaines; et
- v) enfin, la *Stratégie* et le *Plan* soulignent l'impérieuse nécessité de faire participer à tous les stades de l'élaboration et de l'exécution des plans de développement, tous les principaux décideurs et instruments de l'économie; les entreprises d'Etat et les services publics, les offices et les banques de développement; les entreprises privées locales et

étrangères, les établissements de recherche et de développement, les universités et les écoles polytechniques, les organisations de paysans, les groupements communautaires, les autorités des bassins de fleuves, de lacs et autres autorités s'occupant du développement de régions agricoles ou géologiques, les institutions d'affaires, les associations d'ingénieurs, de chercheurs et de technocrates, ainsi que les organismes sous-régionaux de développement tels que la CEDEAO, l'UDEAC et les MULPOC de la CEA qui peuvent être chargés d'organiser et d'encourager la participation de certains des agents et instruments mentionnés plus haut.

Les postulats qui soutendent la *Stratégie* et le *Plan* peuvent être résumés comme suit :

- i) que la croissance économique signifie un accroissement concret du volume des biens et services au profit des masses africaines;
- ii) que cet accroissement doit être occasionné par l'exploitation des matières premières tirées des ressources naturelles de pays africains; cet effort étant renforcé accessoirement par le commerce des matières premières;
- iii) que le processus de transformation des matières premières en produits semi-finis et finis requiert l'accroissement de l'apport des composantes locales pertinentes;
- iv) qu'une restructuration des marchés nationaux ainsi qu'une combinaison des marchés nationaux en vue de mettre sur pied des économies d'échelle sont non seulement nécessaires mais indispensables;
- v) que le facteur clé est la mise en valeur des compétences locales (qu'elles se trouvent dans le secteur public ou dans le secteur privé) avec le soutien des services d'appui adéquats.

L'adoption de la *Stratégie* en 1979 et du *Plan* en 1980 a prouvé en effet même aux cyniques invétérés que l'accueil et

l'appui que le *Plan directeur révisé* a eus en 1976 n'étaient pas in-considérés, mais qu'ils étaient le début d'un processus. Cela a montré que nos gouvernements, qui avaient pris progressivement conscience et même peur du fossé grandissant entre les promesses et les résultats et qui s'étaient rendu compte que continuer avec les modèles hérités de la colonisation était non seulement absurde mais comportait des dangers tels que la pauvreté généralisée, source de risques d'instabilité politique et sociale, étaient disposés à essayer une nouvelle approche au développement.

Il convient d'ajouter en toute justice qu'en adoptant la *Stratégie* et le *Plan*, nos dirigeants étaient conscients d'au moins trois facteurs cruciaux : le temps, le sacrifice et l'aide étrangère. Dans tout effort de développement qui exige que des problèmes soient définis, analysés et que des décisions soient prises sur les moyens de les résoudre, le temps est un facteur très important. Les pays africains ne sont pas naïfs au point de penser que les buts et objectifs qu'ils se sont fixés seront atteints du jour au lendemain. En effet, ils savent que le processus va être long. De même, ils sont conscients du fait qu'il n'existe pas de développement et de croissance économique instantanés. C'est pourquoi, il n'y a aucun moyen d'éviter ni le sacrifice, ni les coûts réels du développement et de la croissance économique. Enfin, ils savent qu'il leur faut obtenir l'aide étrangère. Cependant, une telle aide doit venir en appoint à notre nouvelle approche au développement. Je reviendrai bientôt à ce point.

En effet, nos chefs d'Etat et de gouvernement ont fait ressortir cela clairement dans leur *Déclaration d'engagement* quand ils ont déclaré solennellement :

- «1. Nous nous engageons individuellement et collectivement au nom de nos gouvernements et de nos peuples à promouvoir le développement économique et social et l'intégration de nos sociétés en vue de réaliser un développement endogène et auto-entretenu;
- «2. Nous nous engageons individuellement et collectivement au nom de nos gouvernements et de nos peuples à promouvoir l'intégration de la région africaine afin de faciliter l'instauration de rapports économiques et sociaux;

- «3. Nous nous engageons individuellement et collectivement au nom de nos gouvernements et de nos peuples à créer des institutions nationales, sous-régionales et régionales qui faciliteront la réalisation de l'objectif d'autosuffisance dans le cadre d'un développement auto-entretenu;
- «4. Plus particulièrement, nous nous engageons individuellement et collectivement au nom de nos gouvernements et de nos peuples à :
- a) réaliser l'autosuffisance alimentaire;
 - b) exécuter jusqu'au bout le programme de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique;
 - c) réaliser un développement industriel sous-régional et régional endogène;
 - d) coopérer dans le domaine de la prospection, de l'exploitation et de l'utilisation des ressources naturelles en vue du développement de nos économies et pour le bien de nos peuples et à mettre en place les institutions appropriées pour atteindre ces objectifs;
 - e) développer les compétences locales dans le domaine de la gestion des entreprises, du personnel technique afin de permettre à nos peuples de jouer un plus grand rôle dans la réalisation de nos objectifs individuels et collectifs en matière de développement; et
 - f) coopérer dans la préservation, la protection et l'amélioration de notre environnement naturel.

Nous avons la ferme conviction que ces engagements conduiront à la mise sur pied, au niveau national, sous-régional et régional, d'une économie africaine dynamique et interdépendante et prépareront ainsi la voie à la création d'un marché commun africain, prélude d'une Communauté économique africaine».

V. L'AVENIR DU DEVELOPPEMENT AFRICAIN

Il faut que je précise tout de suite que malgré cette *Déclaration* et malgré l'adoption de la *Stratégie* et du *Plan*, la situation économique de l'Afrique a continué à se dégrader. Depuis le bilan de fin d'année que j'ai fait en 1980 sur l'évolution de l'économie africaine au cours de ladite année et sur les perspectives pour l'année suivante (1981) je n'ai pas cessé de parler en termes clairs des six plaies invalidantes de l'Afrique. Celles-ci sont : i) les pénuries alimentaires chroniques; ii) les sécheresses qui gagnent insidieusement toutes les parties du continent; iii) les coûts élevés de l'énergie importée; iv) la détérioration des termes de l'échange qui entraîne les déficits chroniques des balances des paiements; v) l'alourdissement de la dette extérieure; et vi) la mauvaise gestion économique. La situation économique de l'Afrique n'a pas cessé de se détériorer.

La question qui se pose donc est, pourquoi n'y a-t-il pas eu, à défaut d'un changement radical au moins une amélioration sensible depuis l'adoption de la *Stratégie* et du *Plan* ? La réponse à cette question réside en partie dans ce que j'ai dit tantôt. Il n'existe pas de développement instantané. Une stratégie de développement qui prend le contre-pied de la sagesse conventionnelle et remet en cause les idées reçues et un plan qui préconise des changements structurels fondamentaux ne peuvent pas ne pas connaître des débuts difficiles. Un remodelage profond et complet et une réorientation des politiques et des programmes d'un gouvernement sont quelque chose de malaisé à entreprendre, surtout si le gouvernement en question se heurte - comme c'est précisément le cas de tous les gouvernements africains - à une crise économique sérieuse qui remet chaque jour en cause la survie même de son économie.

Mais quoiqu'il n'y ait pas eu de volte-face, la *Stratégie* et le *Plan* jettent les bases à long terme de la survie et du développement socio-économique de l'Afrique. Cela dit, permettez-moi de rappeler ce que j'ai dit tantôt sur les efforts en vue de l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Comme nous savons tous, les négociations sur le nouvel ordre économique

international n'ont pas encore commencé, malgré les efforts soutenus déployés par l'Assemblée générale des Nations Unies, malgré les pressions constantes qu'exercent les pays du tiers monde et malgré le plaidoyer vigoureux de la Commission Brandt dans son rapport intitulé : *Nord-Sud : un programme de survie*. En effet, le Sommet Nord-Sud tenu à Cancun au Mexique en été 1981 a déçu tout le monde. Il n'a même pas pu répondre aux aspirations minima. Il n'a ni élaboré de nouvelles lignes directrices, ni tracé la voie à suivre pour des négociations futures. Il n'a même pas réussi à lancer l'idée d'un programme de relance de l'économie mondiale. Cet échec à déclencher le processus de négociations pour restructurer le système économique international et redresser la situation économique mondiale en pleine désintégration a conduit la Commission Brandt à publier le mois dernier un autre rapport intitulé *Crise commune*, dans lequel elle propose des mesures d'urgence pour une action internationale immédiate et urgente.

Car, aucune percée n'a été réalisée pour ne serait-ce que déclencher le processus de négociations en vue de conclure des accords Nord-Sud sur l'une quelconque de ces questions et de prendre des mesures concrètes visant à améliorer la coopération constructive entre le Nord et le Sud parce que le Nord a continué à trainer les pieds et n'a pas su remplacer la tradition par l'imagination, la sagacité par la générosité, le marchandage par l'entente, la fermeté par la prudence et les préjugés par la sagesse 10/.

C'est pourquoi, nous sommes convaincus que rien ne vaut la recherche acharnée des moyens de mettre en oeuvre la *Stratégie* et le *Plan*. A ce propos, nous avons entrepris il n'y a pas longtemps une autre étude sur les perspectives de l'Afrique jusqu'à l'an 2008. Cette étude qui est intitulée : *La CEA et le développement de l'Afrique, 1983-2008* est une des contributions majeures du secrétariat de la Commission dans le cadre de la célébration de son Jubilé d'argent en fin avril 1983. Je suis sûr que vous savez tous que 1983 est l'année du Jubilé d'argent de la CEA.

10/ La Commission Brandt, *La crise commune Nord-Sud : la coopération pour un redressement mondial* (Pan Books) p. 3.

En explorant les possibilités pour l'avenir, cette étude préliminaire porte essentiellement sur deux scénarios - le premier est une analyse de l'Afrique en l'an 2008 en supposant que les tendances actuelles se poursuivent, c'est-à-dire en supposant que les tendances, les modèles et les politiques socio-économiques actuels persistent; tandis que le second est une évaluation de la nature et du contenu d'un scénario de développement en l'an 2008 sur la base des buts et des objectifs de la *Stratégie* et du *Plan*.

Le laps de temps 1983-2008 a été choisi à cause de la nécessité d'avoir une période suffisamment longue pour révéler l'importance et les implications des changements structurels des modèles de production et des modes de vie de nos populations et aussi à cause du désir légitime d'analyser le genre d'Afrique qui pourrait exister en l'an 2008, année où la CEA célébrera son Jubilé d'or.

Bien que nous connaissions tous la pénible situation économique que vivent nos populations, l'avenir tel que le projette le scénario des tendances est simplement horrible. Si jamais il se réalisait, - à Dieu ne plaise ! - dans les années 90 et au cours de la première décennie des années 2000, les années 60 et 70, considérées en rétrospective ressembleront presque à un âge d'or ! Le fait de penser que la région africaine dépendra plus du monde extérieur dans tous les domaines cruciaux en l'an 2008 qu'il n'était en 1980 est extrêmement sidérant. Cependant, selon le scénario des tendances, le continent aura besoin d'importer plus de produits agricoles et aura besoin de plus d'aide alimentaire; plus de 90 p. 100 des biens d'équipement requis pour le développement devront continuer à être importés presque un demi-siècle après l'indépendance; relativement, un plus faible pourcentage de la population aura accès à l'éducation, aux soins de santé et à l'eau courante; les villes se transformeront en bidon-villes encore plus surpeuplées, car le logement sera moins assuré, et les services sociaux se dégraderont aussi bien en quantité qu'en qualité.

Les conséquences politiques d'un tel scénario sont trop graves à envisager. Les émeutes, les crimes et la misère seront monnaie courante en 2008, si les tendances actuelles se poursuivent. Et avec les systèmes socio-politiques faibles et fragiles, la souveraineté des Etats africains, ou ce qui en restera, sera sérieusement compromise. En effet, comme je l'ai déjà dit, l'Afrique évoluant vers

l'avenir en s'appuyant sur le passé et le présent n'a pas d'avenir digne du tout.

Néanmoins, l'Afrique peut ou «va» se forger un avenir - un avenir qui contiendra en germe la prospérité, l'autodétermination économique, l'autosuffisance nationale et collective. Voilà le scénario de développement élaboré sur la base de la présomption que la voie - la voie étroite et malaisée - vers l'avenir se trouve dans la poursuite déterminée et vigoureuse des buts de la décolonisation économique grâce à la réalisation des objectifs de la *Stratégie* et des programmes et projets du *Plan*.

Bien entendu, il y a des sommets que l'économie africaine ne pourra jamais atteindre en 2008 même en comptant avec la poursuite acharnée des buts de la décolonisation économique. Etant donné les limites de toute expansion que cet avenir, basé sur la *Stratégie* et le *Plan*, peut réaliser en un laps de temps aussi bref que 25 ans, nous devons nous garder de prédire que l'année 2008 sera l'El Dorado. Mais elle procurera certainement une vie nettement meilleure que celle que promet le scénario des tendances basé sur la poursuite de la politique économique coloniale et néo-coloniale. Pour nous Africains, il n'y a donc pas, et je pèse mes mots, d'autre solution que la décolonisation économique de nos économies respectives et de l'économie de l'Afrique prise globalement. Et précisément, la *Stratégie* de Monrovia, le *Plan* d'action de Lagos et l'Acte final de Lagos jettent les bases solides d'une telle entreprise. Ces documents constituent le point de départ d'une rupture calculée mais complète avec notre passé peu glorieux. Mais surtout et avant tout, ils nous donnent l'occasion d'aspirer à un avenir digne.

VI. CONCLUSION

Pour finir, permettez-moi de faire deux ou trois observations. Même lorsque nous aurons opté pour le scénario préconisé par la *Stratégie* et le *Plan*, il y aura des conditions qui seront essentielles pour le succès et pour la réalisation complète de nos objectifs. La plus importante de celles-ci est une gestion économique saine et efficace.

Dans l'avenir «forgé» sur lequel repose notre scénario normal, le rôle des gouvernements est déterminant pour tout succès - c'est un rôle de planificateur, d'entrepreneur, de promoteur d'in-

novations sociales et techniques et de répartiteur des ressources nationales rares. Or, il y a beaucoup de cas de mauvaise gestion économique, pour ne pas dire de mal-administration économique dans beaucoup de pays africains. Des gaspillages monstres de fonds publics au milieu de graves pénuries constituent un des nombreux paradoxes que vit l'Afrique d'aujourd'hui. Le plus souvent, de tels gaspillages sont dus non seulement à l'ignorance et à l'inefficacité mais aussi à la cupidité et à la veulerie des agents et de ceux qui ont juré de sauvegarder les intérêts du peuple.

Mais le gaspillage des fonds publics n'est qu'un des problèmes qui entravent la mobilisation et l'utilisation effective des ressources en général. Nous connaissons tous le problème de l'hémorragie des devises étrangères par le biais de la surfacturation et de la sous-facturation par des entreprises locales et étrangères, par le biais de la collusion entre des agents de l'Etat et des fournisseurs étrangers et par la contrebande. Il y a également le problème du non-entretien des biens d'équipement qui constitue un exemple très regrettable, quoique évitable, de gaspillage de ressources. Il suffit de se déplacer en Afrique, comme je le fais fréquemment à cause de la nature de mes responsabilités actuelles, pour voir comment les équipements publics se détériorent vite par négligence. Par ailleurs, la façon dont nous exploitons nos ressources naturelles, y compris l'utilisation du sol dont j'ai déjà parlé, constitue également un domaine de gaspillage sérieux de ressources; c'est pourquoi la dégradation de l'environnement qui en résulte ne doit surprendre personne. Enfin, il y a un gaspillage monstre de ressources humaines, dû à la non-utilisation ou à la mauvaise utilisation du personnel disponible et à l'exode des compétences. Notre échec à créer un environnement propice aux activités de recherche et de développement entraîne le départ en nombre croissant de technocrates, de médecins et d'universitaires africains vers des pays développés.

En effet, la mauvaise gestion de nos économies remet en cause l'aptitude du secteur public à jouer le genre de rôle dynamique qui doit être le sien dans le processus du développement, comme le préconisent la *Stratégie* et le *Plan*. Cela a conduit certains hommes bien-pensants et certaines institutions de renom à prôner énergiquement la privatisation de l'économie africaine. Cependant, il ne s'agit pas d'opposer ici entreprise privée et sec-

teur public. Il s'agit de mobiliser et d'utiliser efficacement des ressources rares.

Permettez-moi de dire clairement ici et maintenant que je crois à un secteur privé fort. Il faut que je précise néanmoins que je crois également en un secteur public dynamique jouant un rôle d'organisation générale des activités socio-économiques. Ce qu'il faut, c'est que chaque société s'efforce toujours d'instaurer un équilibre harmonieux dans la distribution des rôles et des responsabilités dans les deux secteurs, quitte à chacun de jouer son rôle efficacement, honnêtement et avec intégrité et dévouement.

Mais un tel équilibre, même si on le recherche activement, est difficile à réaliser tant que deux conditions intimement liées ne sont pas réunies. Il faut d'abord que le fait de gouverner le pays soit considéré comme un moyen et non une fin - un moyen de réaliser de déclencher des changements socio-économiques, politiques et culturels fondamentaux, et non comme une fin qui serait de se perpétuer au pouvoir et d'instaurer un régime qui permette à des individus de se mettre sur un piédestal. Et deuxièmement, étant donné que le fait de gouverner est un moyen ou un instrument pour servir l'intérêt public, il faut que le gouvernement ait une idée, une conception claire de ce qu'il voudrait que le pays et la société deviennent et qu'il veille à ce que ses programmes contribuent à la réalisation de cet objectif. Un gouvernement sans vision et sans la volonté de traduire celle-ci dans les faits est une coterie pure et simple qui ne peut en aucun cas prétendre être un gouvernement du peuple pour le peuple. Ce n'est pas non plus un gouvernement digne d'un pays en développement qui a urgemment besoin de transformation structurelle.

Enfin, j'ai dit plus haut que tout en mettant l'accent sur l'autosuffisance, la *Stratégie* et le *Plan* n'excluent pas l'aide internationale. Mais comme je l'ai dit le 26 octobre 1982 à Washington D.C. dans une allocution que j'ai prononcée à l'ouverture officielle de la Réunion annuelle de politique de la Conférence sur la coopération pour le développement en Afrique 11/, il faut des transferts massifs de ressources des pays développés

11/ Les pays membres de la Conférence pour le développement en Afrique sont : les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni, le Canada, la République fédérale d'Allemagne, la France, l'Italie et la Belgique.

vers les pays africains, mais il faut aussi, et cela est tout aussi important, que les pays développés comprennent, apprécient à sa juste valeur et surtout acceptent notre perception du genre de développement dont nous avons besoin en Afrique, la voie que nous voulons adopter, ainsi que nos buts, nos stratégies et nos priorités. Si nous voulons que l'Afrique acquière la confiance qu'il faut pour sortir son économie du borbier de l'arriération et du sous-développement, il est essentiel que nos partenaires au développement respectent nos priorités, notre perception, nos buts et nos stratégies. Il faut également que l'apport d'aide financière et technique par ces partenaires reflète ces priorités et ces buts que l'Afrique s'est fixés. C'est là le seul moyen de se défaire de la psychose que l'économie africaine est manipulée par des puissances étrangères qui luttent pour empêcher la réalisation des objectifs économiques nationaux et régionaux 12/.

Je voudrais en terminant cette Conférence dire qu'il n'y a pas de doute qu'il y a certainement beaucoup d'autres choses à dire sur le thème que j'ai choisi de traiter devant vous aujourd'hui. Je suis sûr aussi qu'il y a beaucoup de points controversés dans tout ce que j'ai dit. Donc, si cette conférence suscite de nouvelles idées et de nouvelles façons de voir, elle aura servi à quelque chose parce que j'espère sincèrement que nos universités et nos centres de recherche sociale et économique vont se joindre à la CEA dans la recherche d'une stratégie de développement intrinséquement africaine qui va provoquer la décolonisation économique totale de notre continent et jeter les bases d'une prospérité socio-économique africaine durable.

Pour finir, je voudrais remercier sincèrement l'Institut nigérian de recherche sociale et économique ainsi que les organisateurs de ces conférences d'avoir pris cette initiative et d'avoir pensé à m'inviter à prendre la parole ici aujourd'hui.

12/ Allocution du Dr. Adebayo Adedeji, Secrétaire général adjoint des Nations Unies et Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique à l'ouverture officielle de la Réunion annuelle de politique de la Conférence sur la coopération pour le développement en Afrique, Washington D.C., mardi 26 octobre 1982, pp. 18-19.

